(1)

(N° 100.)

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 27 FÉVRIER 1858.

Crédit supplémentaire de 30,000 francs au budget de la dette publique,
pour l'exercice 1857.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le budget de la dette publique pour l'exercice 1857 était déposé lorsque la Chambre a discuté le projet de loi en faveur des anciens officiers qui ont pris part, comme volontaires, aux combats de la révolution, en 1830.

Ce projet a été converti en loi sous la date du 27 mai 1856 et rendu exécutoire à partir du 20 juin de la même année.

Les conséquences financières de la loi nouvelle ont été de grever l'art. 24 du chap. II du budget de la dette publique d'une dépense imprévue de près de 85,000 fr., frappant particulièrement sur les pensions militaires et qui a absorbé les restants disponibles sur les autres catégories de pensions.

Au moyen de l'annulation immédiate des sommes ordonnancées et restées disponibles par suite du décès des titulaires, le crédit de 30,000 francs sollicité par le projet de loi ci-joint, sera suffisant pour acquitter aux titulaires de pensions à la charge de l'État, les arrérages qui leur sont dus sur ledit exercice.

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORBAN.

PROJET DE LOI

Leopold,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le crédit de fr. 5,986,737-76, alloué par l'art. 24, chapitre II, du budget de la dette publique, pour l'exercice 1887, est augmenté de la somme de 30,000 francs, et porté ainsi à celle de fr. 6,016,737-76.

Ce crédit supplémentaire de 30,000 francs, sera couvert au moyen des ressources du budget des voies et moyens de l'exercice 1887.

Donné à Laeken, le 26 février 1888.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORBAN.